

Crise De nouvelles rustines pour un vieux système



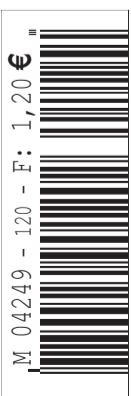
Alors que les Indignés se mobilisaient partout dans le monde, les dirigeants du G20 se réunissaient pour proposer des solutions à la crise qui permettent d'entretenir le système capitaliste comme avant.

Le 15 octobre, tandis que les Indignés défilaient dans plusieurs centaines de villes du monde entier, les ministres des Finances des pays du G20 se réunissaient à Paris. D'un côté, les manifestants disaient « non au profit » et réclamaient une « démocratie réelle ». De l'autre, les dirigeants exhibaient fièrement deux rustines censées résoudre la crise: « l'adoption de la réforme ambitieuse de la gouvernance économique de l'Union européenne » et l'engagement de mettre « des

ressources adéquates » à disposition du FMI. Pour mieux comprendre, revenons quelques mois en arrière. En mai 2010, face à la flambée des taux d'intérêt des titres grecs, les dirigeants européens avaient mis en place un fonds européen de soutien financier (FESF) conditionné à des plans d'austérité et au paiement d'un taux d'intérêt élevé. Il avait été demandé au FMI de contribuer à l'élaboration et la surveillance de ces plans de rigueur. Le recours à cette institution et à son funeste

savoir-faire visait à convaincre les propriétaires de capitaux que l'on saurait imposer à des pays d'une zone de change fixe les recettes qui avaient été appliquées au Brésil et à l'Argentine. Mais en allant chercher le FMI, et en lui livrant les États en difficulté, l'Union européenne (UE) a signifié qu'elle n'existait pas réellement, que seuls les États existent. Et cette gestion de la crise n'a fait que conforter les spéculateurs dans leur

SUITE PAGE 2



REGARDS & ACTU
Le mouvement des Indignés
Pages 2 et 5

ACTU
Succès des manifestations du 15 octobre: dégageons le nucléaire!
Page 4



PARLONS-EN
Ripoux, l'exception... ou la règle?
Page 9



Agenda

20 octobre, meeting NPA, Toulouse. Meeting «*Leur dette, leur crise, nous ne devons rien, nous ne paierons rien !*», avec Philippe Poutou, candidat du NPA à l'élection présidentielle de 2012, ouvrier de l'automobile et militant syndicaliste.
RV à 18 heures, amph 9, Université de Toulouse-le-Mirail, (M° ligne A).

20 octobre, ciné-débat, Attac, Achères. Attac78Nord participe à l'anniversaire des 18 ans du cinéma Pandora, avec une avant-première du film *Tous au Larzac!* de Christian Rouaud, suivi d'un débat avec Gilles Lemaire, du CA d'Attac-France et ancien des comités Larzac.
RV à 20h15 au cinéma Pandora, 6, allée Simone-Signoret, place du marché, Achères.
Entrée : 6 euros ou 4, 5 euros.

22 octobre, librairie la Brèche, Paris. Lecture de poèmes *Aller en secret - étymologie de clandestin* de Sandra Loup, qui participe à la lutte des sans-papiers depuis plus de deux ans.
RV à 16 heures, librairie la Brèche, 27, rue Taine, Paris 12°.

22-23 octobre, festival cinéma, Besançon. Festival du cinéma ouvrier et militant, avec un large programme de films militants.
Pour toute info : 03-81-80-46-93 ou roger.journot.cccpo.@orange.fr

23 octobre, gaz de schiste, Barjac. Grand rassemblement citoyen à Barjac (Gard) organisé par le collectif Non au gaz de schiste.
RV à 12h30 à Barjac.

23 octobre, gaz de schiste, la Ferté-sous-Jouarre. Pour demander l'abrogation de TOUS les permis, les collectifs d'Île-de-France et de Picardie organisent un rassemblement citoyen.
RV à 15 heures, la Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne).

24 octobre, meeting NPA, Saint-Denis. Meeting de campagne avec Philippe Poutou, Christine Poupin et Olivier Besancenot.
RV à 20h30, Bourse du travail de Saint-Denis.

25 octobre, débat, Société Louise-Michel, Paris. Rencontre avec François Chesnais autour de son livre *Les Dettes illégitimes. Quand les banques font main basse sur les politiques publiques* (Raisons d'Agir). Débat organisé par la Société Louise-Michel et la Revue des livres.
RV à 19 heures au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, Paris 20° (M° Ménilmontant ou Gambetta).

1er-3 novembre, mobilisation anti-G20, Nice. Le NPA sera présent à la manifestation internationale le 1er novembre.
RV à 15 heures à Nice.
Le 2 novembre, nous participerons à un atelier unitaire «*Face aux crises, quelles alternatives de la gauche de transformation sociale et écologique ?*» de 12 à 14 heures lors du sommet des peuples.



De nouvelles rustines pour un vieux système

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

analyse : l'UE ne prévoit pas de transfert fédéral (le budget représente seulement 1% du PIB contre 25% aux États-Unis) tout en interdisant le financement public auprès de la Banque centrale (article 123 du Traité) et même la solidarité entre les États membres (article 125). L'UE sert essentiellement à placer les États dans une dépendance totale vis-à-vis des marchés financiers. La spéculation n'a d'ailleurs pas tardé à reprendre. L'Irlande puis le Portugal en ont fait les frais.

Certes, les dix-sept Parlements des pays de la zone euro ont fini par voter la mise en œuvre des décisions prises aux sommets européens des 11 mars et 21 juillet 2011. Mais de quoi s'agit-il ? Augmenter la taille du FESF à hauteur de 440 milliards d'euros, c'est seulement prendre acte de l'approfondissement de la crise européenne. Et ce plafond deviendrait insuffisant si un nouveau pays venait à se retrouver dans l'incapacité de lever des fonds à des taux raisonnables. Autoriser le FESF à racheter des titres de la dette souveraine sur le marché de l'occasion ? Cela permettra à la Banque centrale européenne (BCE) de ne plus avoir à le faire et de renouer avec une politique monétaire orthodoxe.

C'est du moins ce que pensait Jürgen Stark,

membre du directoire de la BCE. Cet été, il expliquait aussi que «*si par exemple le FESF rachète sur le marché secondaire des obligations grecques aux prix actuels très bas, alors le secteur privé participe implicitement aux frais, parce qu'il ne récupère pas l'intégralité du nominal de ses titres. Tant que les investisseurs vendent leurs obligations de manière volontaire, que le FESF les paye en liquide et les garde jusqu'à maturité, je ne vois personnellement pas de risque d'événement de crédit*». Fastoche. Mais en septembre, Jürgen Stark, s'apercevant qu'il s'agissait d'un conte de fées, a démissionné de la BCE.

Car dans la crise réelle, c'est la BCE qui a racheté des titres espagnols et italiens cet été. Et elle continuera à le faire. En effet, si les États alimentent le FESF devaient augmenter leur contribution, ils deviendraient la cible d'attaques spéculatives et devraient alors eux-mêmes recourir au FESF... Par ailleurs, les banques privées craignent pour leur bilan. Comme l'expliquait récemment le directeur d'un fonds de placement, «*même les gérants ont aujourd'hui une visibilité faible des bilans des banques. Les arguments donnés pour les apprécier ne sont jamais tangibles*». Après les banques, les notes des assureurs pourraient

être dégradées, a prévenu l'agence Standard & Poor's. Et les banques américaines pourraient être indirectement affectées par un défaut, même partiel, d'un État européen dans la mesure où elles ont vendu des assurances contre un tel «*événement de crédit*». C'est pourquoi le secrétaire américain au Trésor a répété son souhait de voir les dirigeants européens créer «*un pare-feu contre une contagion encore plus grave*».

Aucune des mesures prises ne s'attaque aux causes de la crise. Rien contre la sur-accumulation immobilière. Rien contre les excédents commerciaux allemands qui nourrissent les déficits et l'endettement des pays périphériques. Et la crise se dénoue par le chômage et la régression sociale plutôt que la remise à plat du système financier. Le 8 octobre 2011, les confédérations patronales française, allemande et italienne ont lancé un appel pour «*une Union politique et économique plus étroite*» fondée sur un nouveau traité créant «*les conditions pour des finances publiques solides et une économie compétitive*». Telle est la feuille de route que vont s'efforcer de suivre les dirigeants européens. À nous d'en proposer une autre, à l'échelle du continent.

Philippe Légié

regards

Propos recueillis par Alain Krivine

MOUVEMENT DES INDIGNÉS *La colère italienne*

Le 15 octobre, Rome a été le théâtre d'une énorme mobilisation des Indignés et d'affrontements violents. Flavia D'Angeli, membre de Sinistra Critica, nous fait part de son analyse de la situation et des perspectives du mouvement.

Quelle a été l'ampleur des manifestations en Italie et quel est son écho dans la population ?

Plus ou moins 100 000 personnes ont participé à la manifestation de samedi, dont l'ensemble des organisations politiques de la gauche radicale, les syndicats indépendants et la fédération des métallos de la CGIL (la FIOM), les collectifs et réseaux des luttes écologistes et locales, ainsi que les comités qui ont soutenu les référendums contre le nucléaire et la privatisation de l'eau, les comités contre la grande vitesse ferroviaire (TAV) de la Val di Susa, les réseaux étudiants, lycéens, des précaires, etc. La manifestation avait eu un large écho dans la population les jours et les semaines précédents et elle a été perçue aussi bien comme un moment de lutte contre la crise, les banques et les politiques d'austérité que contre le gouvernement Berlusconi. Durant la préparation de la manif, cependant, on pouvait percevoir les limites et les contradictions du large front qui l'organisait, marqué par de fortes divisions stratégiques sur la manière de donner un élan et une continuité au mouvement, et, surtout, sur le degré de radicalité des revendications sociales à mettre en avant. Notamment sur les modalités de déroulement de la manif : aller vers le Parlement, se contenter de parcours autorisés loin du centre-ville... Du côté des plateformes, on voyait un front plus modéré, disposé à discuter aussi avec le centre-gauche pour construire une alternative à Berlusconi. Il se caractérise grosso modo par l'idée selon laquelle il faut faire face à la crise, assumer la dette, mais partager socialement les coûts d'une façon plus équitable. De l'autre côté, une position plus radicale refuse la politique d'austérité tant du gouvernement Berlusconi que de la BCE, que le centre-gauche italien soutient. Cette position a mis en avant le refus du paiement de la dette et de toutes les politiques qui en découlent.

Qui est responsable des violences et quelles en sont les conséquences ?

Il ne faut pas discuter en termes de violence/non-violence ou de gentils/méchants, mais plutôt analyser les dégâts que les affrontements ont fait sur la force de masse et la continuité de la radicalité présente dans une large partie du cortège. Les jours précédents, les étudiants avaient lancé le slogan «*Yes we camp*» avec l'idée qu'il ne fallait pas rentrer chez soi le soir du 15 octobre en se contentant d'un beau défilé, mais qu'il fallait lancer une «*acampada*» de masse et assiéger ainsi le gouvernement jusqu'à ce qu'il s'en aille. Les affrontements et la violence ont empêché cette radicalisation de masse, en «*volant*» la manif à la majorité de ses acteurs. D'ailleurs il faut distinguer un certain degré de rage et d'exaspération exprimé par un milliers de jeunes – amplifié aussi par l'attitude de la police qui a chargé directement la manif à la place San Giovanni – et les actions ultra minoritaires d'attaques contre des voitures ou des vitrines de banques qui n'ont servi qu'à faire apparaître une position politique gauchiste qui veut attirer la rage de la jeunesse pour se construire. Ces actes organisés ont ouvert un

espace pour la répression de la police et l'explosion de rage sans stratégie ni utilité qu'on a vue ensuite toute la journée. Pour l'instant, donc, la violence semble mettre en difficulté les positions modérées qui souffrent de la campagne des médias et du gouvernement, mais sur le long terme elle aura gâché plutôt les perspectives d'une radicalité de masse.

Quelles sont les forces et faiblesses du mouvement des Indignés dans la situation politique italienne ? Quels sont son fonctionnement et ses perspectives ?

Pour l'instant, on ne peut pas parler d'un vrai mouvement, il n'a pas de structure stable et démocratique. La coordination des structures politiques qui a organisé la manif et qui, maintenant, subit les violences, a déjà du mal à s'exprimer à cause des différences politiques qui le caractérisent. Cela dit, il continue d'exister en Italie un fort potentiel de mobilisations et aussi d'explosions très radicales, grâce à la convergence des effets dramatiques de la crise économique et du discrédit et du déclin évident de Berlusconi et du gouvernement – qui discréditent avec eux la politique institutionnelle, voire la politique en tant que telle.

Les perspectives sont très incertaines, comme dans toute situation de crise. Mais il y a déjà des rendez-vous importants et délicats, étant donné les événements de samedi et la réaction des appareils de l'État : la grève et la manif nationales des ouvriers de Fiat le 21 octobre (d'ailleurs, pour l'instant, non autorisées par la police), la manif au Val di Susa du

22 et aussi le contre-G20 en France. Ce qui est certain, c'est que les forces organisées, de la gauche politique ou syndicale, ne sont pas en mesure de répondre aux attentes et aux potentialités sociales. Seule l'action directe, durable et autodéterminée des acteurs sociaux frappés par la crise (étudiants, jeunes, travailleurs...) pourra constituer un pas en avant significatif.

(Lire aussi page 5)



(REUTERS/STRINGER ITALY)

Hollande candidat : et après ?

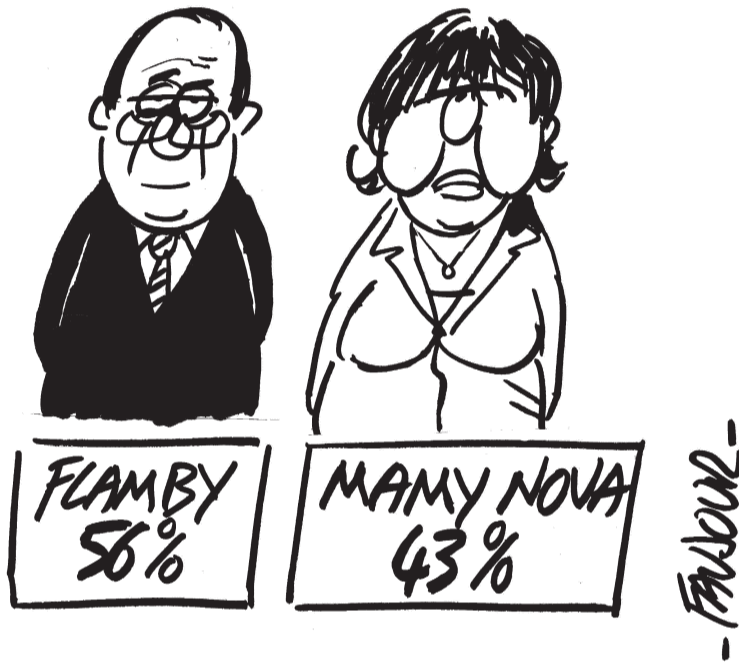
La victoire de François Hollande aux primaires socialistes n'est ni une surprise ni un signe de changement. Ces primaires sont néanmoins éclairantes, notamment sur les aspirations du peuple de gauche.

C'est donc sans trop de surprises que François Hollande a été désigné candidat socialiste à l'élection présidentielle. Sans doute a-t-il su mieux que ses rivaux et ses rivales imposer sa candidature comme une évidence : un candidat normal pour une alternance... normalement social-libérale. Il n'en reste pas moins que le déroulement des primaires comme leurs résultats éclairent les interrogations et les aspirations qui parcourent le peuple de gauche. Le premier phénomène notable est, bien sûr, l'importance de la participation, aussi bien au premier qu'au second tour. Ensuite, une fois acquis les résultats du premier tour, il faut souligner la dynamique dont a bénéficié le candidat arrivé en tête au premier tour. Au fond, ces deux éléments traduisent la même chose : le désir croissant des couches populaires de se débarrasser de Nicolas Sarkozy et leur mobilisation pour en trouver les moyens. Et, dans les rapports de forces actuels, encore marqués par l'échec des mouvements de l'automne 2010 contre la réforme des retraites, sans doute le Parti socialiste apparaît-il comme le moyen efficace pour y parvenir. Et, au sein du PS, Hollande apparaît comme le candidat le plus à même de battre Sarkozy. Comment expliquer sinon l'engouement pour une compétition où les différents protagonistes (au moins les deux principaux) se réclamaient d'un même programme, le projet socialiste, adopté à la quasi-unanimité ? Bien sûr, le succès au premier tour d'Arnaud Montebourg témoigne de la persistance d'une couche significative de militantEs et de sympathisantEs

socialistes – et, plus largement, de gauche – qui souhaite un « infléchissement à gauche » de l'orientation du PS. Mais sans en faire, en aucune manière, une condition de leur vote : une fois exprimée cette préférence, au second tour de la primaire, les électeurs de Montebourg se sont répartis sans drame entre Hollande et Aubry, vraisemblablement de manière à peu près conforme à celle des autres votants. Au premier tour, Montebourg lui-même a occupé, avec quelque réussite, le créneau du candidat « antisystème ». Dans un registre assez modéré, quand même : seul Jean-François Copé a fait mine de s'effrayer de la « démondialisation » ! Et puis, histoire d'être sur la photo à côté du vainqueur, Montebourg s'est rallié sans condition à Hollande, le candidat du retour à l'équilibre budgétaire.

PREMIÈRES DÉSIILLUSIONS
Dimanche soir, tout à l'euphorie de sa désignation, François Hollande a affirmé vouloir « offrir à la jeunesse une vie meilleure que la nôtre » – qui est contre ? – afin de conclure : « c'est le rêve français que je veux réenchanter ». Au vu du projet du PS et des positions particulières de son candidat... ce n'est pas gagné ! Un exemple parmi d'autres : poussé dans ses retranchements par Aubry et ses partisans, Hollande avait fini par concéder son accord pour le retour de l'âge de la retraite à 60 ans, posture assez formelle vu qu'aucun des dirigeants socialistes ne propose de revenir sur le nombre d'annuités. Mais, c'était encore trop audacieux ! Ainsi, Pascal Terrasse, conseiller de Hollande sur la question des retraites, a vendu la mèche, hors

MAUBOUFFE :
DES CHIFFRES QUI FONT PEUR...



micros naturellement : « je ne pense pas honnêtement qu'on reviendra sur la borne d'âge. La vérité c'est qu'il faut qu'on aille à 65 ans sur la borne d'âge, pour arriver à trouver un équilibre financier compte tenu des enjeux démographiques lourds. » On est prévenu ! Une fois dissipés les échos des débats de la primaire, on en revient au noyau dur du projet social-libéral : sous prétexte d'attitude « responsable », on refuse de s'en prendre aux multinationales et aux institutions financières et il ne reste plus qu'à faire payer la crise aux couches populaires. C'est d'ailleurs ce que les socialistes ont fait au

Portugal et continuent à faire, en Espagne comme en Grèce. Alors, pour les anticapitalistes, l'enjeu 2012 est double. Mobiliser pour chasser Sarkozy, bien sûr. Mais, d'abord, éviter que le débat public ne soit confisqué par les tenants des politiques d'austérité, qu'ils se réclament de la droite... ou de la gauche libérale.

François Coustal



Par Myriam Martin

Éducation : arrêter le massacre

J eudi 12 octobre, les dépêches tombent : Lise, 44 ans, enseignante en mathématiques, est entre la vie et la mort après s'être immolée dans la cour de récréation du lycée Jean-Moulin à Béziers (Hérault). Le lendemain, elle décède des suites de ses brûlures. C'est le choc et l'émotion chez touTEs les enseignantEs. Le constat est sans appel, c'est dans son établissement que cette professeure s'est donnée la mort. Lise a dit, au moment où son corps s'enflammait : « je le fais pour vous ». Terrible et sans ambiguïté, cette unique phrase révèle toute la souffrance qu'éprouvait cette enseignante sur son lieu de travail. Pourtant le même jour, Luc Chatel refusait d'admettre le lien, avancé par le parquet, entre ce geste de désespoir et son activité professionnelle. Pire encore, dans une tentative supplémentaire de déni, le ministre de l'Éducation a menti, osant affirmer que Lise était suivie médicalement, pour trouver des explications à son geste autres que celles liées aux difficultés d'exercer sa profession. Indigne, indécent mais classique ! Il s'agit toujours de dédouaner les patrons, les directions, les autorités de tutelle, quand un salarié se suicide sur son lieu de travail. Et pourtant cela fait des années que les conditions de travail des enseignantEs se dégradent, que la souffrance au travail progresse. Pression de la hiérarchie, application au forceps de réformes contestées et contestables, difficultés d'enseigner au sein d'une école victime de dizaines de milliers de suppressions de postes, non-reconnaissance d'un métier qu'il faut exercer auprès de publics divers, formation au rabais voire supprimée pour les nouveaux professeurEs, tout cela contribue à amplifier le malaise des enseignantEs. Aujourd'hui il faut inverser la vapeur, exiger de travailler autrement avec du temps pour la concertation, le travail collectif. Cela exige une formation de qualité, d'allouer à l'Éducation nationale les moyens nécessaires pour fonctionner. Cela exige aussi de travailler à un projet émancipateur pour l'école en lien avec touTEs, enseignantEs, parents, élèves, associations d'éducation populaire, projet dans lequel les enseignantEs pourraient exercer leur métier dans un but d'épanouissement partagé. Pour qu'il n'y ait jamais plus d'autres gestes aussi terribles et désespérés, c'est ce combat qu'il faut mener.

en bref...

Permis de polluer. Un décret signé mardi 11 octobre par les ministères de l'Agriculture et de l'Écologie risque d'augmenter les épandages d'azote organique (effluents animaux comme lisier ou fumier). Depuis 2001, la directive européenne Nitrates indiquait que les agriculteurs ne pouvaient pas épandre plus de 170 kilos d'azote organique par hectare de surface épandable. Ce terme de surface épandable enlevait de la surface agricole utile (SAU) : les superficies concernées par des règles de distance vis-à-vis de cours d'eau, lieux de baignade, plages, piscicultures, habitations des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou terrains de camping agréés ; les superficies en légumineuses sauf la luzerne et les prairies avec association de graminées et de légumineuses ; les superficies « gelées »

sauf jachères industrielles avec contrat (colza, betteraves, blé, etc.) ; les superficies exclues pour prescriptions particulières (protection de captages, aptitude selon les données agropédologiques issues d'une étude d'impact...). Le nouveau décret permettant de prendre comme référence la SAU, cette mesure va évidemment à l'encontre des objectifs de réduction de la pollution par les nitrates. En Bretagne, l'association Eau et rivières estime que ce décret pourrait permettre une augmentation des épandages de près de 20% avec les conséquences probables sur la prolifération des algues vertes mises en cause dernièrement sur des mortalités de sangliers dues au dégagement d'hydrogène sulfuré, gaz toxique produit par la décomposition des algues.

Denis

Prisonniers palestiniens : une première victoire. Le caporal Gilad Shalit a été libéré à la suite d'un accord entre Israël et le Hamas. L'attention s'est portée sur le jeune franco-israélien, mais peu a été dit sur les 1027 prisonniers palestiniens « échangés ». Et pourtant... Les scènes de joie réunissant des centaines de milliers de personnes à Gaza et en Cisjordanie ont rappelé à ceux qui ne veulent pas l'entendre que la question des prisonniers politiques est centrale en Palestine. Selon les plus basses estimations, plus de 6000 Palestiniens croupissent aujourd'hui dans les geôles israéliennes. Les derniers chiffres de l'association palestinienne Addameer indiquent que depuis 1967, environ 650 000 Palestiniens ont été incarcérés, soit 20% de la population des territoires occupés. Chez les hommes de plus de 18 ans, la proportion atteint plus de 50% ! La liste

des 477 premiers « libérés » est un échantillon très révélateur de la population carcérale : ils étaient en prison depuis en moyenne quatorze ans ; près d'une centaine d'entre eux étaient détenus depuis plus de vingt ans ; certains purgeaient une peine de deux, trois, dix ans, voire... 36 perpétuités ! Le tout dans des conditions déplorables. Rappelons que plusieurs centaines de prisonniers palestiniens sont en grève de la faim depuis la fin du mois de septembre pour protester contre leurs conditions de détention, au premier rang desquels le secrétaire général du FPLP Ahmed Saadat, à l'isolement total depuis deux ans et demi, et dont l'état de santé se dégrade rapidement. La fin de la captivité de 1027 d'entre eux est une première victoire, mais les prisonniers palestiniens doivent tous être libérés.

Julien Salingue

Pôle emploi-Bretagne: le ras-le-bol

Le 10 octobre, l'appel intersyndical (CFDT, CGT, FO, SNU, SUD) à la grève reconductible contre la mise en place de l'entretien d'inscription diagnostique (EID), le déploiement de l'accueil unique, la restructuration du réseau (suppression de sites) et l'externalisation de nombreux services et activités a été une réelle réussite chez les agents de Pôle emploi Bretagne. Avec près de 30% de grévistes, neuf sites fermés et de nombreux autres ouverts en service minimum, les agents de Pôle emploi Bretagne ont clairement affirmé leur refus de l'EID. Celui-ci est destiné à réduire l'inscription à la seule rencontre pour un chômeur d'un conseiller de l'ex-ANPE, alors que préalablement un agent de l'ex-Assedic étudiait sa demande d'allocation, calculait et lui expliquait ses droits. Exit donc pour les chômeurs, l'expertise réglementaire des agents de l'assurance chômage! L'EID est la porte ouverte pour des dossiers incomplets et des droits réduits pour les chômeurs. Après la dématérialisation des courriers (envoi des convocations, avertissements et radiations par mail et SMS) annoncée en juin et entraînant une augmentation des radiations et sanctions de 10%, la direction de Pôle emploi, via ce nouvel entretien, entend réduire le supposé déficit de l'Unedic une nouvelle fois sur le dos des chômeurs. Par ailleurs, Pôle emploi subit la politique gouvernementale de

restrictions budgétaires et de suppressions de postes: 1 800 postes de titulaires pour la seule année 2011 et un budget de fonctionnement en baisse de 8%. C'est dans ce sens que se déploie l'accueil unique (un seul agent à l'accueil devant répondre à la fois sur les champs du conseil et de l'indemnisation), la restructuration du réseau et les suppressions de sites, entraînant des mobilités forcées pour le personnel et un éloignement contraignant pour les usagers. En Bretagne, après cette journée de mobilisation réussie, l'ensemble des assemblées générales (AG) réunies par bassins ou départements ont reconduit la grève le mardi 11 octobre où les agents ont participé aux manifestations interprofessionnelles mais aussi conduit des actions de blocages ou d'occupations de sites. La mobilisation a tout de même été en forte baisse dans un secteur où la reconduction de la grève n'est pas une tradition. À ce jour, seule l'AG des agents du Finistère-nord (bassin de Brest, Morlaix, Carhaix) a reconduit l'action et la grève jusqu'au 18 octobre. Brest est devenue ainsi la capitale de la résistance bretonne des agents de Pôle emploi. Fortement mobilisés sur ce bassin, rejoints par de nombreux autres agents des autres départements mais aussi par les comités de chômeurs organisés dans la région en coordination, des actions sont mises en place quotidiennement (blocage, occupation, etc.).

La direction départementale du Finistère de Pôle emploi, dirigée par Mme Le Liboux, n'a cédé sur aucune des revendications exprimées par les grévistes. Provocatrice et arrogante, elle n'a cessé de tenter de diviser les agents: une demi-journée de congés accordés aux agents non grévistes d'un site occupé, intimidation à l'encontre de l'encadrement, appel à des huissiers de justice, etc. Ancienne candidate UMP aux dernières cantonales du bassin de Saint-Nazaire, Mme Le Liboux, fidèle à ses valeurs, méprise son personnel comme la droite méprise les travailleurs. La direction régionale a adressé un mail à l'ensemble des agents pour essayer de faire taire la contestation mais ne propose aucune concession ni porte ouverte à une éventuelle négociation. La mobilisation des agents du Finistère-nord et l'intransigeance de la direction ont permis de maintenir dans son intégralité l'intersyndicale qui appelle quotidiennement les agents à l'action en soutien au mouvement bretois. Mercredi 19 octobre, l'AG du Finistère-nord et l'intersyndicale appelaient les agents de Pôle emploi à se réunir à Rennes, siège de la direction régionale. La résistance des agents bretons oblige les organisations syndicales nationales à réagir. Une mobilisation nationale des agents de Pôle emploi est à l'ordre du jour. **Correspondant, le 18 octobre**

SANTÉ L'austérité continue!

Le 25 au 28 octobre, l'Assemblée nationale va débattre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2012. Les dépenses de Sécurité sociale (retraites, maladie, accidents de travail, famille) représentent près d'une fois et demie le budget de l'État. Pour 2012, les recettes prévues sont de 401,9 milliards d'euros tandis que les dépenses s'élèveraient à 427,5 milliards, aboutissant à un «déficit» de 25,5 milliards d'euros.

Ce prétendu «déficit» n'est rien d'autre que le résultat d'une décision politique gouvernementale: celle d'une insuffisance de financement de la Sécurité sociale... à commencer par les exonérations massives de cotisations sociales pour les employeurs qui s'élèvent à environ 30 milliards d'euros. Au cours des deux dernières décennies, le taux des cotisations patronales, au niveau du Smic, est passé de 33% à 4,48%! Année électorale oblige, le PLFSS 2012 tente d'éviter des mesures qui auraient pu susciter des réactions trop vives. Le «grand chantier de la fin du quinquennat», la dépendance, a été reporté à plus tard. Ce budget s'inscrit néanmoins totalement dans la perspective d'austérité et de «réduction des dépenses publiques» et représente un nouveau tour de vis pour les classes populaires.

Côté recettes, par l'accumulation des différentes taxes le PLFSS bricole un financement pour cette année, en attendant une «réforme systémique» prévue après les élections. La fiscalité indirecte, la plus injuste, est mise à contribution (taxes sur les boissons...). Parmi ces mesures, l'une des plus scandaleuses est le doublement de la taxation des mutuelles et complémentaires santé qui seront répercutées sur les cotisations, renchérissant encore les dépenses de santé à la charge des malades.

Côté dépenses, le gouvernement poursuit la politique d'étranglement des hôpitaux publics en imposant une augmentation dérisoire (et sujette à caution) des budgets à 2,7%, ne permettant même pas la reconduction des moyens. De nouvelles réductions de personnel, et «plans de retour à l'équilibre» sont donc inévitables.

Le PLFSS y ajoute une nouvelle économie de 100 millions d'euros, pour aller vers la «convergence tarifaire» entre hôpitaux et cliniques privées, qui pourtant n'assurent pas les obligations du service public.

Pour les soins de ville, des économies sont attendues, de nouvelles restrictions aux actes de kinésithérapie, de la limitation de la durée des arrêts de travail, et de l'intéressement des médecins... à moins prescrire (paiement à la performance).

Si les laboratoires pharmaceutiques sont (légèrement) mis à contribution, cette décision s'accompagne du remboursement de nouveaux médicaments.

Enfin, le PLFSS 2012 diminue le taux des indemnités journalières en cas de maladie. Environ 30% des malades en arrêt de travail ne bénéficient pas du maintien du salaire. Jusqu'à présent, ils percevaient 50% du salaire brut. Désormais les indemnités journalières seront calculées sur 60% du salaire net. Sur un mois, un malade au Smic verra alors ses indemnités diminuer d'au moins 30 euros sur la moitié de son salaire de misère.

Enfin, rappelons-le, concernant les retraites, 2012 sera la première année d'application de la contre-réforme de 2010. Retraite, assurance maladie: des exigences sociales essentielles qui devraient donner lieu à une mobilisation à l'occasion du vote du PLFSS. C'est pourquoi, malgré les inerties politiques et syndicales, le NPA apporte tout son soutien aux actions unitaires que tente de construire le collectif «notre santé en danger».

Jean-Claude Delavigne

Succès des manifestations du 15 octobre: dégageons le nucléaire!

Samedi 15 octobre, des milliers de manifestantEs ont exigé la sortie du nucléaire. Petit tour de France des principaux cortèges.

Plus de 25 000 personnes ont manifesté samedi dernier, à l'appel principal du Réseau Sortir du nucléaire. Un succès qui montre que la mobilisation contre le nucléaire et pour en sortir ne se résume pas à ce que l'on en entend dans les joutes pré-électorales actuelles. D'ailleurs, bien qu'Europe Écologie-Les Verts (ÉÉ-LV) ait été bien présent dans ces manifestations et se pose encore en débouché «naturel» de ces mobilisations, la plupart des militantEs antinucléaires convaincuEs se tournent désormais plus spontanément vers le NPA dont la cohérence semble plus évidente. Mais nous avons aussi relevé la présence de nombreux jeunes ainsi que de manifestantEs non encartéEs, signe de la réceptivité de la population au refus du nucléaire. Notre présence fournie et constante ainsi que nos argumentaires construits et clairs pour une sortie du nucléaire nous sont des atouts. Très grande réussite et sous le soleil de Bretagne pour la manifestation phare à Rennes avec 15 à 20 000 manifestantEs dont de très nombreux jeunes. Le cortège du NPA a été très animé avec plus de 100 personnes: char décoré d'une centrale nucléaire fumante, slogans, point fixe, stand. À noter la présence de la coordination de lutte contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, signe d'une jonction des mobilisations. Pas mal de pancartes et de slogans reprenaient la nécessité d'une sortie rapide du nucléaire. La présence de notre porte-parole Christine Poupin et de Philippe Poutou ont assuré également une bonne visibilité et un écho médiatique du NPA (lire aussi page 11).

Aux portes de la centrale du Bugey (Ain), l'une des plus vieilles d'Europe avec quatre réacteurs en fonctionnement depuis plus de 30 ans, il y avait plus de 2 000 personnes. Notre camarade Laurent Ripart



Rennes, le 15 octobre. Le char du NPA a fait sensation. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/DJAMERON)

a fait une bonne intervention à la tribune et les camarades de tout le Centre-Est étaient mobilisés: Haute-Loire, Jura, Saône-et-Loire, Rhône-Alpes. À Toulouse, il y avait 1 500 personnes selon les organisateurs, avec plusieurs animations: une sur l'extinction des 58 réacteurs au départ, puis un «die-in» à mi-parcours. Le cortège a fait une bonne jonction avec les IndignéEs qui ont participé à la mobilisation et organisé un rassemblement et une assemblée générale à la fin de la manif. Côté NPA, le cortège était réussi et remarqué, c'était le seul cortège politique armé d'une banderole («Ni nucléaire ni énergies fossiles, révolution énergétique

maintenant!») et d'un mégaphone, avec une soixantaine de camarades dans le cortège et la participation de camarades des départements voisins dont notre porte-parole Myriam Martin. Les 600 tracts tirés pour l'occasion sont partis en un rien de temps. À Strasbourg, près de 800 militantEs françaisEs, allemandEs et suisses se sont rassemblés devant la cathédrale, avant de former un cortège vers la place Kléber, pour dire stop au nucléaire et exiger la fermeture immédiate de la centrale de Fessenheim. La manifestation a pris une forme spectaculaire lorsque qu'un «trèfle radioactif» géant, constitué de 350 militantEs ouvrant des

parapluies noirs et jaunes, a été formé sur le parvis de la cathédrale pour symboliser l'imminence et la proximité du danger radioactif. Le cortège, aux sons d'une joyeuse fanfare de percussions, a ensuite rejoint les IndignéEs rassemblés sur la place Kléber dans le cadre de la Journée mondiale «Tous ensemble pour un changement global» pour dénoncer la précarité due à la crise et les mesures d'austérité. En France, la fissure est désormais réelle: créons maintenant la brèche et abattons le mur opaque et antidémocratique de la politique énergétique pro-nucléaire.

Correspondants de la CNE

MOUVEMENT DES INDIGNÉS

En attendant que s'indigne la France...

Le 15 octobre, le mouvement des Indignés est né dans les consciences des peuples. Depuis le printemps, ils essaient de percer la chape de plomb médiatique dans leurs pays respectifs pour inviter leur peuple à prendre la rue.

Né en Espagne en mai, le mouvement des Indignés s'est étendu à l'Europe toute entière pour finalement s'implanter dans tous les continents. Samedi 15 octobre, 951 villes et 82 pays étaient concernés, une contagion impressionnante d'une indignation plus que légitime. Partout, les mêmes slogans qui sonnent comme un avertissement : « En parlant d'une seule voix, nous dirons aux politiques et aux élites financières qu'ils servent qu'est venu le temps, pour nous le peuple, de décider de notre avenir ». Le peuple, lors de ces 24 heures, a réalisé le tour de force de rassembler près d'un million de personnes autour d'une même indignation.

En Europe, ils étaient plusieurs dizaines de milliers à défiler sur les grandes places : 500 000 à Madrid, 400 000 à Barcelone, 100 000 à Rome (où des incidents ont éclaté, lire page 2), 50 000 à Lisbonne, 20 000 à Bruxelles, 10 000 à Berlin, 3 000 à Zagreb, plusieurs milliers à Athènes, un millier à La Haye... de quoi affoler les gouvernements, surtout lorsque le peuple se met à viser les grandes places financières, notamment la BCE de Frankfurt (5 000 personnes), la City à Londres (800 personnes dont le fondateur de Wikileaks Julian Assange), ou la place financière Paradeplatz à Zurich (1 000 personnes).

La finance était en ligne de mire aussi à Johannesburg où une cinquantaine de personnes s'étaient donné rendez-vous devant la plus importante Bourse d'Afrique, ou encore à New-York où le mouvement anti Wall-Street a rassemblé un millier de manifestants, et à Toronto où 5 000 personnes s'étaient réunies dans le quartier financier. Le mouvement prend de l'ampleur, et ce jusque dans les rues de Tokyo ou de Santiago de Chili.

Cette « journée mondiale de la colère » contre la suprématie de la finance mondiale sur les affaires publiques s'est parfois



« Nous n'avons pas de frontières. » (PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

même prolongée dimanche dans plusieurs pays, où certains Indignés espèrent installer le mouvement dans la durée. Un exercice difficile puisque celui-ci est essentiellement spontané et n'est conduit par aucune organisation politique ou mouvement social organisé. Si le mouvement a enclenché une dynamique émancipatrice en pointant du doigt les vrais responsables, il reste tout à faire puisqu'il existe, par-delà les pays, une forte disparité dans l'implication des peuples.

Si la mobilisation était très forte dans certaines villes européennes comme Madrid où un « cri muet », symbole de l'oppression, s'est figé dans une marée humaine, en France, les Indignés peinent. Le bon millier de personnes à l'hôtel de Ville de Paris est certes prometteur (surtout lorsque l'on sait qu'une bonne partie des Indignés avait fait le déplacement à Bruxelles) mais témoigne aussi d'un dynamisme en-deçà de l'Espagne ou du Portugal. Les raisons

de cet engouement limité peuvent être multiples. Il est évident que la France a été pour l'instant relativement épargnée par les plans d'austérité, campagne présidentielle oblige. L'indignation résonne en effet bien plus quand on n'a plus aucun moyen de s'en sortir. De plus, dans l'esprit de beaucoup de gens, faire bouger les choses semble inimaginable – peut-être est-ce un dommage collatéral de la mobilisation sur les retraites ? – et seule l'élection présidentielle focalise les esprits, de nombreux citoyens étant persuadés qu'en 2012 tout rentrera dans l'ordre. Les Indignés parisiens, eux, ne désarment pas puisqu'ils préparent déjà l'occupation de la Défense à partir du 4 novembre, pour maintenir la flamme de l'indignation, et ce malgré la rétention d'infos de la part des médias. Qui sait, peut-être que la désillusion finira pas mettre le feu aux poudres...

Coralie Wawrzyniak

Grèce : mouvement en baisse mais toujours présent

Samedi 15 octobre, la journée de pluie et de froid ne suffisait pas à expliquer le nombre limité des manifestants sur la place Syntagma : 5 à 6 000, apparemment le même nombre à Thessalonique. S'il y avait un peu plus de monde que lors des rassemblements de septembre, la relance des énormes mobilisations de mai-juin semble difficile. Deux

raisons peut-être à cela : d'abord le fait que ces dernières semaines, les travailleurs tiennent le haut du pavé avec des mobilisations incessantes : occupations de ministères, de bureaux, de lycées ; et grève générale de 24 heures étendue à 48 heures cette semaine... Ensuite, le fait que l'un des obstacles au débouché des luttes, à savoir la division à gauche, si elle explique en

partie le succès de départ des Indignés en Grèce, est en ce moment davantage prise en compte par les débats d'Antarsya ou de Syriza que par le mouvement des Indignés, dont le rôle pourrait pourtant rebondir si les organisations de gauche n'arrivent pas à proposer un cadre et des perspectives politiques crédibles.

Andreas Sartzekis

Espagne : énorme mobilisation populaire

Selon le journal *Al País*, les manifestants étaient environ 500 000 à Madrid et 400 000 à Barcelone. Mais au-delà du nombre, ce qui nous a le plus impressionnés c'est la manifestation dans sa forme, sa composition et son contenu politique. Au point de départ, cinq gros cortèges venant des différents quartiers de la ville ont déferlé vers 18 heures en rangs serrés, sur toute la largeur des grandes avenues qui donnent sur le carrefour de la place Cibeles. Les derniers n'atteindront la Puerta del Sol qu'après 21 heures.

Ce fut une véritable manifestation populaire, une sorte de soulèvement pacifique d'occupation des rues, tous âges confondus, souvent en famille, par comités de quartier mais chacun partout à sa place. Il y avait beaucoup de pancartes individuelles, avec des gestes créatifs qui donnaient l'impression d'ateliers actifs de préparation pour que chaque groupe y trouve son expression, ensemble très divers allant vers

la même contestation. Des mots d'ordre communs contre la classe politique, contre le capitalisme, unis pour un monde global, beaucoup de slogans pour la défense des services publics mais aussi pour la Palestine et contre les guerres impérialistes. Il est à noter la présence peu visible des organisations politiques et syndicales. Un choix probablement.

Cette manifestation était gaie et grave à la fois. Il n'y avait pas ou très peu de grosses sonos : le porte-voix était le nombre.

Sur la place de la Puerta del Sol, noire de monde au point de ne plus pouvoir bouger, l'occupation de l'échafaudage d'un énorme immeuble en rénovation a servi à installer banderoles diverses, drapeaux palestiniens et un grand drapeau blanc pour projeter une vidéo fustigeant les dirigeants du monde capitaliste. Puis la place a été occupée jusqu'au matin.

En fin de matinée, ce sont les parents d'élèves et les enseignants qui occupaient la place pour leur école. Cette place est



(PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT)

devenue un lieu d'occupation quasi permanent ou chacunE vient rencontrer l'autre et le ou la renforcer avec ses propres revendications. Un exemple à suivre, peut-être !

Muriel M. et Alain C.
Madrid, le 16 octobre 2011

(Publié sur www.internationalistes13.org)

TUNISIE

La question identitaire au service de l'offensive capitaliste ?

À quelques jours de l'élection de l'Assemblée constituante, le débat politique se focalise sur la question identitaire, afin d'occulter les problèmes sociaux et démocratiques qui perdurent malgré la chute de Ben Ali.

Depuis plus d'une semaine, ce que la presse relaye de la situation en Tunisie concerne exclusivement les manifestations de salafistes. La diffusion sur une chaîne de télévision privée du film *Persepolis* de la franco-iranienne Marjane Satrapi a été en effet le prétexte à des manifestations violentes de quelques dizaines puis quelques centaines de salafistes, qui sont allés jusqu'à menacer de mort le président de la chaîne de télévision en question. Une semaine avant l'élection de l'Assemblée constituante, le débat public s'est ainsi retrouvé réduit à la question identitaire.

Que la représentation de Dieu sous les traits d'un vieil homme barbu provoque autant de violence, montre ce que la société tunisienne peut contenir de plus obscurantiste et que la dictature dissimulait par la force de la répression. Et cet épisode a profité au parti islamiste Ennahdha (proche des Frères musulmans), qui apparaît – comparativement – modéré et non violent !

La lutte contre les idées obscurantistes est une urgence aujourd'hui, dans un pays où les islamistes tentent de récupérer à leur compte le processus révolutionnaire en cours. En même temps, la manipulation de la question identitaire, en utilisant l'extrême droite, est une méthode bien connue ! On en sait l'utilité pour le maintien de l'ordre établi et pour faire oublier les questions économiques et sociales. Le chômage est toujours aussi important en Tunisie. Une inflation record touche notamment les prix des produits alimentaires de base. Les trafics de toutes sortes ont conduit à une pénurie de lait dans un pays qui en exporte depuis vingt ans. Le pays croule toujours sous la dette odieuse acquise par le régime de Ben Ali, toujours en place. Les biens mal acquis de Ben Ali et ses proches n'ont toujours pas été rendus à la population. Et dans ce contexte, le gouvernement provisoire engage le pays dans le « Plan Jasmin », plan de « relance » sur cinq ans de 125 milliards de dinars (environ 60 milliards d'euros), avec une restructuration en profondeur de l'emploi. Un plan qui enfonce encore plus le pays dans la spirale du surendettement... l'exemple grec nous montre bien ce que peuvent en être les conséquences !

Sans parler de la répression policière qui se poursuit, avec des arrestations et des agressions de militants politiques, des médias qui continuent d'être au service de la propagande officielle et des institutions de la dictature qui risquent de perdurer avec un gouvernement qui parle déjà de rester en place après les élections.

Face à cette situation, les mobilisations continuent, même si elles sont toujours dispersées. Des grèves dans le secteur bancaire, parmi les artisans de la médina de Tunis, dans les usines de textile, à la poste, la SCNFT continuent d'exiger l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires. Avec la rentrée universitaire qui a lieu début octobre, les étudiants ont entrepris, dans de nombreuses cités universitaires, de « dégager » les directeurs de ces cités, anciens du RCD pour la plupart.

La direction de l'UGTT appelle quant à elle à cesser les grèves jusqu'au 23 octobre, entretenant ainsi les illusions sur l'issue des élections et contribuant à ne laisser sur la scène politique que le débat sur l'identité.

Wafa Guiga



ABOLITION EN FRANCE

ent favo-
and avait
électoral.
Garde des
té célèbre

ment cer-

ommencé

me Vic-

pour son

Après la

été géné-

utions. La

ppression

(n 1939).

ort s'ap-

aloir que,

ort était

alors que

référaient

!

abolie en

de 1969

es ont été

ois autres

aché l'af-

ion avide

ouissance

peine de

erait soit

à des crimes contre les représentants de l'État, soit contre des personnes particulièrement vulnérables notamment mineures, surtout si l'homicide s'accompagne de viol ou/et de tortures.

Ainsi dès 1984, et pour cette seule année, cinq propositions de loi visant à rétablir la peine de mort ont été déposées au Parlement par Jean-François Ponset, Charles Pasqua, Jacques Médecin etc., puis dans les années qui ont suivi, par Jean-Marie Le Pen (1986), Christian Estrosi (1991). En tout, 27 propositions ont été déposées à l'Assemblée nationale ou au Sénat jusqu'en 1995. Il faut y ajouter une proposition de Lionnel Luca en 2001 et de Richard Dell'Agnola en 2004.

Aujourd'hui, Marine Le Pen promet si elle est élue d'organiser un référendum sur la peine capitale. Le 15 septembre dernier sur TF1, elle déclarait: «Moi je suis avocat, je suis pour l'échelle des peines et je pense que la peine de mort participe de cette échelle des peines.»

Pour autant les défenseurs du rétablissement de la peine de mort savent pertinemment que la France a signé un certain nombre de conventions qui lui interdisent de revenir en arrière. En 2007, Jacques Chirac qui a toujours été un opposant à la peine capitale a fait changer la Constitution. Ainsi, son article 66-1 dispose que «Nul ne peut être condamné à mort.»

Mais outre l'existence de la réclusion criminelle à perpétuité qui peut être accompagnée d'une période de sûreté de 30 ans et même parfois d'une interdiction pour le condamné de bénéficier d'un quelconque aménagement de sa peine, Sarkozy a fait voter une loi en 2008 qui prévoit la rétention de sûreté visant à maintenir enfermés les prisonniers en fin de peine qui présentent un risque très élevé de récidive parce qu'ils souffrent d'un trouble grave de la personnalité, lorsqu'ils ont été condamnés pour les crimes les plus graves, en particulier sexuels.

Mais il s'agit là d'un autre débat...

l'abolition, veille le racisme secret. Si, en 1972, la Cour suprême des États-Unis a été abolie essentiellement parce qu'elle avait constaté que 60% des condamnés à la peine capitale étaient blancs et 40% noirs, et pour un homme de justice, quel est le problème pour rappeler qu'en France même, sur trente-six condamnations à la peine capitale, dix-neuf étrangers, soit 25%, alors qu'ils ne représentent que 8% de la population, et que trois Maghrébins. Leurs crimes étaient-ils plus odieux que ceux de leurs auteurs, à cet instant, faisaient secrètement horreur? C'est une question qui est si pressante et si lancinante que seule l'abolition peut mettre fin à cette cruauté.

En regard de la qualité des victimes, notamment au regard de leur âge, les personnes âgées encourant, le Gouvernement vous demandera également de les

Je dis bien toutes, les victimes sont pitoyables et toutes appellent la mort de l'enfant ou du vieillard suscite plus aisément l'émotion que la mort d'un adulte. C'est la mort d'un être humain chargé de responsabilités, mais, dans la réalité humaine, elle n'en est pas moins la mort d'un être humain. C'est un regard serait porteuse d'injustice!»

1981, Journal officiel - Débats parlementaires - Assemblée

« La mobilisation pour Mumia reste de mise »

Entretien avec Jacky Hortaut*, co-animateur du Collectif unitaire national de soutien à Mumia Abu-Jamal, rassemblant une centaine d'organisations (dont le NPA) et de collectivités publiques françaises.

La Cour suprême des États-Unis vient de rejeter le recours de l'accusation contre Mumia, quelle est la signification de cette décision?

C'est un événement considérable qui met fin à 30 ans de litiges sur l'équité du processus judiciaire qui a conduit à sa condamnation à mort. Selon ses avocats « la constitutionnalité de la peine capitale étant désormais écartée, Mumia sera automatiquement condamné à la peine de prison à vie sans possibilité de sortie conditionnelle, à moins que le procureur ne demande un nouveau procès, avec un nouveau jury, pour tenter d'obtenir une nouvelle décision le condamnant à mort ».

S'agit-il d'une victoire comme l'ont déclaré ses avocats puisque Mumia ne peut plus être exécuté tout en étant condamné à mourir en prison?

Le Collectif français de soutien à Mumia partage la satisfaction exprimée par l'équipe de défense, d'autant que c'est la première fois que la plus haute juridiction américaine n'accompagne pas l'acharnement judiciaire de l'accusation. Souvenons-nous que l'an passé encore, lors du renvoi de l'affaire devant la Cour d'appel fédérale, la Cour suprême avait expressément demandé à cette dernière d'annuler sa décision concernant la suspension de la condamnation à mort. Il nous faut toutefois rester particulièrement vigilants sur la suite de cette affaire qui a connu tant de rebondissements depuis 30 ans car les autorités américaines, à l'exemple de l'exécution récente de Troy Davis, et ce malgré la protestation planétaire, n'ont pas tourné la page du déni de justice, du lynchage judiciaire et du crime d'État. La mobilisation pour sauver définitivement Mumia et obtenir sa libération reste donc de mise.

30 ans après l'abolition en France, où en est-on dans le monde?

Sur la question des droits humains, c'est sans aucun doute celle qui a le plus progressé si l'on se réfère au nombre de pays qui, en droit ou de fait, se sont débarrassés de cette pratique barbare et dégradante qu'est la peine de mort. Lorsque la France, dernier État d'Europe occidentale à avoir aboli, a interdit le droit inhumain de tuer légalement, une quarantaine de pays seulement étaient abolitionnistes. Aujourd'hui; leur nombre approche les 150 sur les 190 que compte l'Organisation des Nations unies. Par ailleurs, soulignons que l'ONU a adopté à trois reprises ces dernières années, une résolution appelant les pays rétentionnistes à un moratoire. C'est dire combien le combat abolitionniste a marqué des points contre l'horreur en si peu de temps. Pour autant, ces progrès ne sauraient cacher l'épouvantable réalité de l'enfer des couloirs de la mort où 20 000 hommes, femmes et parfois même des enfants sont en attente de leur exécution. La Chine, l'Iran, l'Arabie saoudite, les États-Unis et quelques autres pays sont au premier rang de ceux qui continuent à tuer en toute légalité!

La prison à vie constitue-t-elle une alternative à la peine de mort?

C'est une question en débat dans les pays rétentionnistes, dans les pays qui pratiquent des moratoires mais aussi dans les pays qui ont aboli la peine de mort et chez les abolitionnistes. C'est donc bien une question importante qui soulève souvent réflexions et débats passionnés. À titre personnel, je pense qu'il faut tenir les deux bouts de la réflexion fondamentale et sociétale: d'un côté la prise en compte des souffrances des victimes et de leurs familles qui justifie la sanction pénale et de l'autre le droit pour tout condamné à une perspective de sortie de prison au terme de sa punition et de la nécessaire reconstruction et réinsertion qui doit l'accompagner. La prison à vie et les très longues peines ne sont pas des alternatives humaines. Elles perpétuent, comme la peine de mort, la vengeance légalisée sans pour autant prémunir la société contre les actes criminels et la folie humaine.

Propos recueillis par Alain Pojolat

* Jacky Hortaut est un cadre de banque en retraite, militant syndical et représentant de la confédération CGT au Collectif unitaire national de soutien à Mumia Abu-Jamal. Il rend régulièrement visite à Mumia dans le couloir de la mort. Il est trésorier et membre du bureau exécutif de la Coalition mondiale contre la peine de mort qui rassemble 120 ONG de tous les continents.

« Peine de mort en prison... Crime d'État! »

Le collectif Ne Laissons pas faire a milité pendant quinze ans pour la libération des militantEs d'Action directe. Nous avons interrogé un de ses membres.

Un des slogans favorisés de votre collectif était « Peine de mort lente en prison, crime d'État » qu'entendiez-vous par là?

Nous voulions dénoncer l'hypocrisie qu'il y a de penser que la peine de mort abolie, la réclusion à perpétuité résout la question de la peine de façon plus humaine. Mourir en prison après de longues années d'enfermement, dans l'isolement, la maladie, d'une vie devenue sans but est une violence terrible. Beaucoup de prisonniers concernés le disent. Mieux vaut une fin effroyable qu'un effroi sans fin...

Mais aujourd'hui les militants d'Action directe ont été libérés?

Oui, après une lutte acharnée et collective, dès le premier jour de leur incarcération. Et à quel prix! Tous les quatre ont été atteints de pathologies très lourdes que nous considérons comme conséquence de leur longue détention émaillée de grèves de la faim. Rappelons que Joëlle Aubron est décédée des suites d'un cancer au cerveau, que Nathalie Ménigon a fait deux AVC lors de sa détention, que Georges Cipriani a souffert de troubles psychiques et que Jean-Marc Rouillon est lui aussi atteint d'une pathologie très grave.

Et les autres condamnés à des peines de perpétuité?

Les peines de sûreté prononcées pouvant aller jusqu'à 30 ans, beaucoup de détenus ne peuvent envisager le bout du tunnel et se laissent aller, incapables s'ils étaient libérés de s'assumer, laissés sans ressources, dans un univers extérieur qu'ils ne comprennent plus, souvent sans plus aucune relation extérieure. De véritables quartiers mouroirs existent dans certains centres pénitentiaires.

Quelle alternative voyez-vous?

Clairement abolitionnistes, nous ne pouvons que nous déclarer pour une société sans prison, mais c'est un autre débat dont il serait urgent que les militants anticapitalistes s'emparent!

Propos recueillis par Alain Pojolat



www.npa2009.org/souscription

On vous l'a dit et on vous le redira... Le NPA a besoin de vous et de vos dons. Pour notre presse qui n'échappe pas aux problèmes que connaissent les journaux, même lorsqu'ils ont recours à la publicité, pour mener des campagnes, contre le G20 la semaine prochaine à Nice, contre le nucléaire, pour des services publics pour tous... 10, 100, 1 000 euros, nous acceptons tous les montants. Pour cela, il vous suffit de vous rendre sur le site du NPA et cliquer sur l'onglet « souscription », de choisir la somme que vous pouvez nous donner. Les transactions sont bien sûr sécurisées. Faites passer l'info à votre voisinE!

l'essai

999
Au cœur
des couloirs
de la mort

ARNAUD GAILLARD
Max Milo
234 pages
19,50 euros



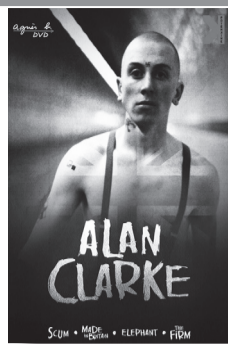
L'horreur des couloirs de la mort aux États-Unis est une réalité connue en France par la médiatisation de la vie de Mumia Abu Jamal, qui la vit au quotidien depuis 30 ans. Plus récemment, on se rappelle de l'affaire de Hank Skinner ou encore de Troy Davis, qui a malheureusement été exécuté le 22 septembre dernier. Le livre d'Arnaud Gaillard qui est une étude sociologique de l'application de la peine de mort aux États-Unis fait froid dans le dos. Au-delà de ce que nous savions déjà, il tente d'expliquer comment le pays réputé être la « plus grande démocratie du monde » continue d'appliquer la peine capitale, au point d'être classé au 5^e rang mondial en termes d'exécution. La religion est mise en cause – notamment les Églises évangélistes –, comme la généralisation des armes à feu prévue par la Constitution mais également bien sûr, le racisme notamment dans les États du Sud. Ainsi, Gaillard nous apprend que les États-Unis sont pires à cet égard que l'Afrique du Sud de l'apartheid. Mais au-delà de la peine de mort, ce livre remet en cause un système judiciaire corrompu, injuste qui opprime particulièrement les plus pauvres par la différence de moyens dont disposent l'accusation et la défense. « Dans les couloirs de la mort, les condamnés les plus pauvres, les plus nombreux, sans famille et sans avocat digne de ce nom sont parfois exécutés avant même que l'ensemble de leurs recours aient été épuisés. Au Texas, leur matricule gravé sur la croix de ciment commence par 999... »

L'auteur a effectué de multiples entretiens avec des condamnés à mort qui racontent les conditions indignes dans lesquelles ils sont détenus : enfermés 23 heures sur 24 et parfois même 24 heures sur 24 pendant le week-end par manque de personnel, contrôlés toutes les 45 minutes par le gardien qui tient à s'assurer que le prisonnier est toujours là ! Au point qu'un cour de justice suédoise a refusé l'extradition d'un de ses ressortissants vers les États-Unis en s'appuyant sur la Convention des droits de l'homme.

Néanmoins, pour Gaillard l'espoir reste de mise car l'abolition gagne du terrain même dans l'État le plus meurtrier, le Texas.

Dominique Angelini

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél.: 01 49 28 52 44 / Fax: 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



DVD
SCUMS / THIS IS BRITAIN / THE FIRM / ELEPHANT Coffret Alan Clarke
Potemkin éditions
Peu de réalisateurs ont su croquer avec autant de véracité qu'Alan Clarke, la douleur populaire qui s'est emparée de la société britannique au cours des années 1980, bouffée de l'intérieur par le virus thatcherien qui en détruisait, l'une après l'autre, les défenses solidaires. Avec bien sûr des résultats d'une violence incompréhensible et anarchique. Parmi les œuvres ici rééditées, deux servent de parfaites balises des métamorphoses atroces de la question sociale « in UK ». Ainsi en 1982, le cinéaste transforme dans *Made in Britain* le jeune acteur, alors méconnu, Tim Roth en skinhead raciste ultra violent et paumé que le système n'arrive plus à récupérer après l'avoir enfanté. Plus tard, en 1988, avec *The Firm*, il ausculte avec justesse le mal anglais d'un hooliganisme qui se ritualise dans son ivresse nihiliste. Ce cinéma hyper réaliste, compréhensif sans être complaisant, n'a malheureusement pas pris une ride aujourd'hui.
King Martov



BD
VOYAGE EN SATANIE
Vehlmann et Kerascoët
Dargaud / 13,95 euros
Le voyage au centre de la terre a été un thème d'inspiration pour de nombreux auteurs et un genre de livres particulièrement bien écrits, à la mise en scène à la fois d'aventures et d'utopies. Les personnages principaux sont ici à la recherche d'un scientifique disparu au cours d'une expédition spéléologique destinée à prouver que les hommes de Néandertal se sont réfugiés sous terre il y a des milliers d'années. Un curé énergique, une jeune fille intrépide, un éditeur mystérieux se lancent à sa recherche et pénètrent dans les profondeurs souterraines... Le récit paraît classique, mais le talent de scénario et de dessin de Vehlmann et Kerascoët donnent une dimension particulière à cette aventure où les héros rencontrent une civilisation perdue. Un ton drôle et fantasque.
Sylvain Pattieu



LIVRES
LE DORMEUR DU VAL
Fabienne Boulin-Burgeat
Don Quichotte / 16,90 euros
Le 29 octobre 1979, la police « découvrait » le cadavre tuméfié de Robert Boulin, ministre du Travail, « gaulliste social » dont V. Giscard d'Estaing avait pensé faire son Premier ministre pour contrer la mainmise de J. Chirac sur le RPR. En 2010, le parquet de Paris rejetait la dernière demande de réouverture de l'enquête formulée par la famille Boulin, tout en annonçant avoir « égaré » une partie de la procédure et des pièces à conviction, « retrouvée » un mois plus tard ! Aucun des nombreux articles ou livres auxquels a donné lieu ce crime politique déguisé en suicide ne pouvait avoir la force et l'autorité de celui-ci, dû à la fille de la victime. Sortant de la réserve qu'elle s'était imposée en tant que partie civile, elle publie, en réaction à ce nouveau déni de justice, un récit complet de « l'affaire Boulin », qui témoigne, sur plus de 30 ans, des aspects les moins avouables de la V^e République.
Gilles Bounoure



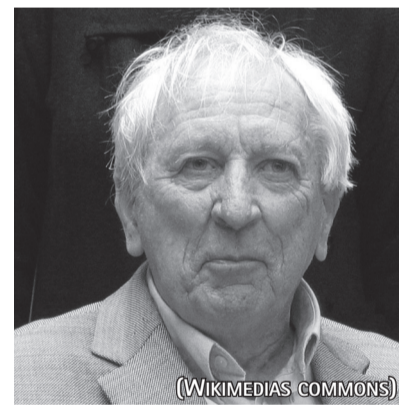
EXPOS
HUIT MAÎTRES DE L'UKIYO-E
Maison de la Culture du Japon à Paris
Plus de 150 estampes des plus grands maîtres, Harunobu, Kiyonaga, Utamaro, Sharaku, Hokusai, Toyokuni, Hiroshige, Kuniyoshi, actifs entre 1750 et 1860, voilà qui n'est pas absolument inédit à Paris, après deux grandes expositions (BNF, Cernuschi) sur le sujet et avant la dispersion à Drouot, le 19 octobre, de la collection deux fois plus nombreuse d'un marchand spécialisé. L'exposition a néanmoins pour mérite de reposer sur une sélection rigoureuse, en termes de qualité et d'intérêt, des meilleures planches rassemblées par Gregorios Manos (1858-1928), diplomate grec dont le legs de ses milliers de trésors à son pays est à l'origine du Musée national d'art asiatique de Corfou. On pourra s'y demander ce que l'Europe de la « Belle Époque » et des « Années folles » cherchait dans le Japon du « monde flottant », mais aussi voir ce que les auteurs de manga ont emprunté à l'art de leurs devanciers.
G. B.
101 bis, quai Branly, 75015 Paris, Jusqu'au 17 décembre.

POÉSIE **Tranströmer ou le Séminaire du rêve¹**

L'attribution du prix Nobel de littérature au poète suédois, Tomas Tranströmer, nous fournit l'occasion d'évoquer ce genre littéraire que nous chroniquons relativement peu.

À quoi sert la poésie ? Et pourquoi en lire ? Pour bon nombre d'entre nous, la poésie reste associée à de pénibles souvenirs scolaires. Nous n'en avons souvent retenu que les longues heures passées à disséquer des textes, obnubilés par le nombre de pieds et les figures de style. Une fois franchi le cap du baccalauréat, cette branche de la littérature a été remise aux oubliettes – sauf pour une poignée de lecteurs. L'attribution du Nobel de littérature 2011 à Tomas Tranströmer est l'occasion de revenir au plaisir du texte qu'offre la poésie.

Avec ce poète suédois, nous sommes loin de l'image d'Épinal de l'auteur grimé sur un piton rocheux, barbe au vent et planant loin au-dessus des choses ordinaires. Car avant tout, la poésie de Tranströmer est ancrée dans la vie de tous les jours : Manhattan, Molokai, l'Islande ou l'ex-RDA, nous suivons le poète dans ses voyages, comme dans ses déplacements en train, en voiture et ses nuits au motel. L'écriture de Tranströmer est un corps à corps avec notre vie quotidienne et notre espace imaginaire, qui se percutent, se répondent et s'affrontent : « Quatre milliards d'hommes sur terre. / Et ils dorment tous, rêvent tous. / Dans chaque rêve se pressent des visages et des corps – / les gens que nous rêvons sont plus nombreux que nous. Mais ils ne prennent pas de place... »². Le travail poétique prend des allures d'exploration scientifique de ce qui compose notre monde, en allant au-delà des évidences et en retrouvant l'ensemble des fils qui nous tissent et nous relient aux choses : « Un gant solitaire venait de passer, en virevoltant, à des kilomètres de sa main »³. Les objets et les situations banales, servant de point de départ de la plupart des textes, viennent renforcer la puissance d'évocation des images, qu'il s'agisse d'un ouragan : « Qu'il est pénible pour un papillon de remorquer une péniche ! »⁴, ou de la contemplation de New-York : « L'immense ville, là-bas, est une longue congère scintillante, une nébuleuse spirale vue de côté »⁵. Tranströmer est un véritable orfèvre de la métaphore : pas besoin d'avoir fait de longues études littéraires pour goûter ces images et se laisser entraîner dans un vaste parcours onirique qui s'efforce de saisir l'individu et l'histoire



(WIKIMEDIAS COMMONS)

dans un même mouvement. Car l'attention accordée aux choses les plus simples ne signifie pas pour autant désintérêt à l'égard du fracas du monde. Mais le poète nous conduit à faire un pas de côté pour appréhender les événements : « Le temps n'est pas une distance en ligne droite, mais plutôt un labyrinthe »⁶, dans lequel les événements, qui truffent les journaux, se décomposent, « comme un souvenir qui peu à peu en nous se transforme »⁷.

Dans notre époque agitée, où les mots perdent leur sens et sont manipulés par les experts de la communication politique, la rigueur du travail poétique n'est pas accessoire. Tranströmer, avec d'autres, par ce travail opiniâtre, nous permet de retrouver, avec simplicité, le plaisir de la langue !
Henri Clément

1. Titre d'un poème du recueil *La Place sauvage* (1983).
2. *ibid.*
3. *Ouragan d'Islande.*
4. *ibid.*
5. *Schubertiana.*
6. *Répondre aux lettres.*
7. *À propos de l'histoire.*



Ripoux, l'exception... ou la règle ?

Entre les prétendues « bavures » à l'origine de morts, dans les commissariats ou ailleurs, et les flics qui se prennent pour des voyous, la police française est jour après jour impliquée dans des scandales qui en disent long sur l'état de notre démocratie.

On juge, paraît-il, le degré de démocratie d'un pays, à l'état de ses prisons. Nous pouvons y ajouter le fonctionnement de sa justice et de sa police. Au cinquantième anniversaire du crime d'État commis par la police à Paris le 17 octobre 1961, l'impunité dont ont bénéficié ses auteurs, qu'ils soient des hommes politiques, grands commis de l'État, ou de simples policiers, démontre le statut particulier dont jouit la police. Mais ce qui est vrai pour ce crime d'État particulièrement odieux, peut se vérifier chaque jour, dans les prétoires. Aujourd'hui, les poursuites de policiers suivies de condamnations des auteurs de bavures sont rares, laissant aux habitants des quartiers populaires un goût amer d'injustice, de partialité et de permis de tuer donné par l'État à sa police. Ce traitement particulier dont bénéficient les policiers dans ce pays, les amène en toute logique à déroger, le plus souvent impunément, aux règles auxquelles sont soumis les autres citoyens. Habités à la mansuétude des parquets et à la « couverture » de leurs ministres de tutelle, de droite comme de gauche, la liste serait trop longue à dérouler, des débordements des services de police... *Rainbow-Warrior*, Irlandais de Vincennes, écoutes téléphoniques au *Canard enchaîné*, sans compter la toute récente mise en cause du chef de la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) Bernard Squarcini dans l'affaire des fadettes (factures détaillées), qui vient d'être mis en examen pour « atteinte au secret des correspondances, collecte illicite de données et recel de violation du secret professionnel »...

Porosité

L'arrestation, la mise en examen pour, excusez du peu, « corruption, trafic d'influence, association de malfaiteurs et trafic de stupéfiants » puis la mise en détention du numéro deux de la police judiciaire de Lyon, maintenue en appel ce vendredi 14 octobre, illustre parfaitement le décalage entre la police et le reste de la société. Michel Neyret, flic médiatique, récente vedette de l'émission à sensation « Zone interdite » sur M6, menait grand train. Un flambeur... comme dans les films ! Grosses bagnoles, boîtes de nuit, fréquentations

du milieu « pour le métier ! » compte en Suisse au nom de sa femme, l'ont conduit à franchir la ligne rouge qui le séparait de ceux qu'il était supposé combattre. Certes, ce n'est pas une première, il y a eu avant lui le commissaire Jobic, tombé à la suite d'une enquête de gendarmerie, puis ce commissaire, lyonnais lui aussi, devenu protecteur de plusieurs maisons closes ou ces policiers liés au « gang des postiches ». Mais pour quelques affaires connues du grand public, combien se terminent par de « petits arrangements entre amis » ? Et Guéant peut bien nous faire son numéro de vierge effarouchée et dire qu'« il ne faut jamais faire quoi que ce soit d'illégal », nous savons que la réalité est beaucoup plus crue. Car si une partie de la haute hiérarchie de la police est corrompue, qu'en est-il de l'ensemble de la structure ? Quels sont les garde-fous qui protégeraient la chaîne de responsabilité, du flic de base au plus haut gradé ? Pauvre Guéant, comme un malheur n'arrive jamais seul, un autre scandale impliquant sa police, aussi glauque que celui que nous venons d'évoquer, vient d'être rendu public ce week-end. Il s'agit de la découverte à Lille, d'un « vaste réseau de proxénétisme » dans lequel seraient impliqués un célèbre avocat, des hôteliers, des entrepreneurs et des policiers locaux, dont un commissaire divisionnaire à l'identité non encore divulguée. Il est encore trop tôt pour mesurer l'ampleur de cette nouvelle affaire et les répercussions qu'elle pourrait avoir dans une mise en cause plus globale de l'institution policière. Pourtant, bien des similitudes rattachent celle-ci à la première.



D'abord, la porosité évidente entre la pègre et certains policiers, que ce soit à Lyon ou à Lille. Ensuite, le nombre important de personnes impliquées. Puis... un gros doute s'installe lorsqu'on découvre que ce « haut responsable policier » lillois, n'est autre qu'un ancien collègue... de Michel Neyret mis en examen à Lyon ! À sept mois d'une élection qui s'avère hautement périlleuse, l'UMP et Sarkozy se passeraient volontiers d'un énorme scandale impliquant une des institutions chéries entre toutes par la droite. Ne manquant jamais à l'appel pour passer la brosse à reluire à sa toute dévouée flicaille, Sarkozy, longtemps ministre de l'Intérieur, aura dans les semaines qui viennent beaucoup de difficultés à en faire un argument électoral. Décidément, les « bœufs carottes » et les journalistes auront pour quelques temps du pain sur la planche !

Alain Pojolat

La liberté d'informer contre la censure des inconditionnels d'Israël

Il est aujourd'hui impossible de diffuser le moindre reportage sur la Palestine ou sur les lobbies pro-israélien sans subir les foudres des soutiens d'Israël, au premier rang desquels se trouve le Crif.

Le 3 octobre dernier, l'émission « Un œil sur la planète » (France 2) consacrait son 34^e numéro à la Palestine et posait une question de bon sens : « Un État palestinien est-il encore possible ? » Reportages dans les territoires palestiniens (de Ramallah à Gaza en passant par Naplouse et Hébron), mais aussi au Liban et aux États-Unis, pour un intéressant sujet consacré au lobby pro-israélien... Un travail d'enquête sérieux qui a permis aux téléspectateurs de découvrir une réalité rarement exposée¹. La réaction des soutiens d'Israël n'a pas tardé : dès le lendemain, le président du Crif, Richard Prasquier, publiait un éditorial dénonçant le « parti pris anti-israélien » d'une émission dont il reconnaissait

n'avoir vu qu'une courte partie, avant de mettre en ligne, le 5 octobre, une « lettre ouverte » au président de France Télévisions, Rémy Pflimlin. L'ambassade d'Israël s'est jointe à ces protestations, de même que la plupart des officines pro-israéliennes, et des centaines de mails ont été envoyés à France 2, souvent insultants, parfois menaçants. De toute évidence, certaines vérités ne sont pas bonnes à dire. Car ce que l'on a pu voir dans les reportages de France 2, c'est ce que tout individu qui se rend dans les territoires palestiniens peut voir : l'occupation et la colonisation de la Cisjordanie, les exactions commises par les colons, les spoliations de terres et l'accaparement de l'eau par Israël, mais aussi la bulle économique de Ramallah ou la complexe situation de la

bande de Gaza. La réalité, tout simplement. Ce qui dérange tout ceux qui veulent nier l'injustice faite aux Palestiniens. Ceux-ci ont d'ailleurs tourné une « contre-émission » (« Deux yeux sur leur planète », mise en ligne sur le site de l'ambassade d'Israël, et donc cautionnée par l'État d'Israël lui-même) : un concentré de pure propagande prétendant « rétablir la vérité » ; une grotesque réponse qui en dit long, au même titre que la campagne de pression exercée sur France 2 et ses journalistes, sur les méthodes employées par les inconditionnels d'Israël ; un programme dont on pourra lire un décriptage sur le site d'Acrimed².

Solidarité

La quasi-totalité des associations et syndicats de journalistes ont affirmé leur solidarité

avec les journalistes d'« Un œil sur la planète » : Société des journalistes de France 2, SNJ-CGT, Fédération européenne des journalistes (FEJ)... Le Syndicat national des journalistes (SNJ) a publié une pétition de soutien (« Défendons la liberté de l'information ! »), qui peut être signée en ligne³. Le NPA s'associe évidemment à cette initiative : les apprentis censeurs du Crif et de l'Ambassade (qui ont exigé de rencontrer la direction de France Télévisions) ne feront pas la loi !

Julien Salingue

1. L'émission est toujours visible sur <http://oeil-sur-la-planete.france2.fr/>
2. « La propagande du Crif et de l'ambassade d'Israël contre France 2 ». <http://www.acrimed.org/article3698.html>
3. <http://www.snj.fr/spip.php?article4131>

Tribune position B

Une situation ouverte

Si la rentrée sociale en France n'est pas à la hauteur des enjeux, au-delà de la grève réussie des enseignants le 27 septembre, il est manifeste que la société est travaillée par de fortes tensions et animée par des débats de fond, produits par la crise.

Il faut donc tenter d'articuler entre eux les différents éléments de la situation, l'accélération de la crise économique, notamment en Europe, les difficultés des révolutions arabes (notamment en Syrie) comme expression des contradictions de la situation mondiale et, en contrepoint, la dynamique désormais planétaire du mouvement des « Indignés », avec ses limites.

Les crises, économique et écologique, produisent de la peur, de l'angoisse, mais aussi une volonté de prendre ses affaires en main, de donner à la revendication démocratique un contenu radical. Nul ne sait ce qu'il adviendra du mouvement des Indignés, tant il semble spontané. Mais cette question-là demeurera essentielle. Elle se posera avec force dans les mobilisations contre le G20. Il nous faut politiser et radicaliser cette revendication démocratique, notamment en démontrant notre solidarité à l'égard des peuples qui luttent aujourd'hui contre leur dictateur et en menant une campagne internationaliste et unitaire résolue sur la question de la dette. Nous n'avons pas fini de mesurer les effets des crises (la panique des capitalistes en fait foi !), et nul ne peut prévoir la profondeur de leur dynamique destructrice. Il est un peu tôt pour parier sur une repolitisation massive. Existe-t-il une place, en temps de crise, pour un nouveau mouvement de type altermondialiste, internationaliste, né du déplacement au Nord de la crise de la dette ? On doit pouvoir parier cependant que les mobilisations à venir n'épouseront pas les formes traditionnelles. Il faudra y puiser les forces et la compréhension de la situation nécessaires pour actualiser notre projet écosocialiste, le rendre visible et le mettre en débat.

Le retard français côté Indignés s'explique notamment par le fait que les effets de l'austérité et de la crise de la dette se font pour l'instant moins sentir qu'ailleurs, le poids de la défaite de l'automne 2010 et une situation politique dominée par la fin de règne de Sarkozy. La perspective de l'élection présidentielle tend à corseter et canaliser les mobilisations. Au point que les primaires socialistes occupent le terrain, et d'un certain point de vue la place du mouvement des Indignés dont la dynamique initiale était pourtant plutôt anti-institutionnelle. On y retrouve pourtant, outre la force du rejet de Nicolas Sarkozy, la revendication démocratique de peser sur les choix politiques, y compris, ici, par les urnes. On aurait tort d'opposer les deux. Un mouvement des Indignés en France ne se dédouanerait pas de la nécessité d'en finir avec la droite et le sarkozysme. Mais pourquoi ne pas interpellier dès aujourd'hui les forces à la gauche du PS, pour poser avec force l'exigence que nous portons, celle de l'impossibilité de gouverner avec un Parti socialiste dont le candidat, désormais investi, assume sans ambiguïté son social-libéralisme, sa volonté de cogérer la crise au bénéfice des capitalistes ? Il s'agit de poser les jalons d'un bloc anti-crise, d'une opposition de gauche, sociale et politique, à la politique d'austérité que mènera le PS s'il parvient au pouvoir. C'est ce que devrait proposer une gauche de combat pour peser dans la situation.

Marie-Do Bartoli, Myriam Martin, Guillaume Liégard, Flavia Verri

La position B tiendra une réunion nationale les 5 et 6 novembre. Pour toutes informations, contacter : npa.positionB@gmail.com

Un collectif santé à Saint-Denis: un exemple à suivre

Un collectif santé est né à Saint-Denis (93) au printemps. Il rassemble régulièrement une trentaine de personnes: habitants, personnels soignants, militants associatifs, syndicaux et politiques. L'appel du collectif largement diffusé sur la ville s'articule autour de trois thèmes:

- un accès aux soins égal pour touTEs,
- la défense de l'hôpital public transformé en «hôpital-entreprise»,
- la reconquête d'une Sécurité sociale solidaire et universelle.

Le collectif a tenu un stand à la fête des associations, projeté un journal, une pétition sur le thème «*Pourra-t-on se soigner demain?*», et un meeting.

Mais depuis son lancement une pluie incessante de mesures gouvernementales est encore venue restreindre le droit à la santé.

Depuis le 4 juillet, l'hypertension artérielle isolée n'est plus prise en charge à 100%. Le décret touche 344 000 personnes qui vont perdre le bénéfice de leur affection longue durée (ALD) au fur et à mesure de leur échéance de renouvellement. L'argument avancé est le suivant «*l'hypertension artérielle n'est pas une maladie mais un facteur de risque!*»

Fin août, Fillon dans le paquet de mesures pour «réduire les déficits» décide de taxer de 3,5% les mutuelles. Les tarifs de celles-ci auront donc augmenté de 11% en trois ans!

La nouvelle convention médicale, signée entre la Sécurité sociale et les syndicats de médecins, qui entre en vigueur au 1^{er} janvier 2012, institue un paiement à la performance pour les médecins. Un système par «bons points» récompensera les médecins qui, par leur pratique, permettront de réduire... les dépenses de santé remboursées!

Le conseil des ministres de début octobre vient de décider de baisser de 6% les indemnités journalières pour arrêt maladie, le calcul se faisant dorénavant sur le salaire net et non sur le brut.

Toutes ces mesures aggravent l'accès aux soins et débouchent sur des renoncements à se soigner:

- selon une enquête Ifop, un étudiant sur trois aurait renoncé, faute d'argent, à consulter un médecin et un sur cinq reconnaît ne pas avoir les moyens d'acheter les médicaments prescrits.

- Une autre étude montre qu'un tiers des Français renonce à se soigner.

- Le «reste à charge», c'est-à-dire la part non remboursée des frais de santé, n'a jamais été aussi élevé et tourne autour de 50% si l'on ne tient pas compte des pathologies prises à 100%.

Par contre, le profit prospère dans le champ de la santé: dépassements d'honoraires, rentabilité des cliniques et établissements privés pour personnes âgées, marges colossales pour les industries pharmaceutiques et de matériel médical...

Le droit à la santé doit figurer en bonne place dans la campagne électorale de Philippe Poutou, autour de quelques grands axes:

- la gratuité des soins,
- la création d'un seul service public hospitalier intégrant les cliniques privées et leur personnel,
- la mise en place de centres de santé pluridisciplinaires dans les quartiers assurant soins et prévention,
- la nationalisation des trusts pharmaceutiques et la création d'une industrie publique du médicament,
- un service public de la dépendance,
- une Sécurité sociale autogérée démocratiquement.

Christian Bensimon, médecin généraliste à Saint-Denis

Renault-Sovab (Batilly): après 10 jours de grève, la direction lâche du lest

Les ouvriers en lutte de l'usine Renault-Sovab à Batilly réclamaient une prime annuelle de 1000 euros qui aurait compensé le manque à gagner dû à la baisse de l'intéressement, et une prime de 200 euros net par mois en contrepartie des nouveaux horaires. Après une dizaine de jours d'une grève à laquelle 400 d'entre eux ont participé, les ouvriers ont obtenu une prime de 450 euros, le paiement de deux jours de grève et l'étalement des retenues sur salaire. Même s'ils n'ont pu imposer toutes leurs revendications, les grévistes ont su faire preuve de ténacité et de combativité face à une direction qui prétendait ne rien pouvoir lâcher. Ils ont montré que la force des travailleurs, c'est la grève. Et c'est par la grève que pourront être imposées les mesures vitales qu'exige la période: un salaire minimum de 1600 euros net et l'indexation des salaires et des retraites sur la hausse des prix.

Face au G20, tous à Nice!

Les 3 et 4 novembre, le G20 se réunit à Cannes. Au lendemain de la tempête financière de 2008, il s'est autoproclamé garant de la stabilité économique et financière mondiale. Pourtant, sa politique a été de maintenir la dictature de la finance, de renforcer les acteurs et les mécanismes à l'origine de la crise, tout en faisant payer la note aux peuples.

Il faut refuser de laisser aux puissants le droit d'imposer leurs solutions à des crises qu'ils ont eux-mêmes engendrées! Nicolas Sarkozy président du G20 veut profiter de ce «festival» pour redorer son blason. Au début de sa présidence, son ambition était de «réformer le système monétaire

international, renforcer la régulation financière, lutter contre la volatilité des prix des matières premières, soutenir l'emploi et renforcer la dimension sociale de la mondialisation, lutter contre la corruption, agir pour le développement». En pleine crise européenne, Nicolas Sarkozy en est réduit à espérer jouer le rôle d'arbitre du duel que se livrent les États-Unis et la Chine, dans un contexte de tension entre l'Europe et les États-Unis. Un des enjeux du prochain G20 sera de discuter d'une probable seconde recapitalisation des banques et des baisses des dépenses publiques. Des résistances s'organisent et des voix alternatives vont s'exprimer dans la mobilisation contre le G20 lors du sommet des peuples

du 1^{er} au 4 novembre à Nice. Le NPA sera présent à la manifestation internationale qui partira à 15 heures le mardi 1^{er}. Le cortège sera internationaliste et regroupera les autres organisations anticapitalistes européennes présentes à Nice.

Le NPA a pris l'initiative d'un atelier unitaire: «*Face aux crises, quelles alternatives de la gauche de transformation sociale et écologique?*» qui se tiendra le mercredi 2 novembre de 12 à 14 heures lors du sommet des peuples. Les camarades sont attendus à ces deux rendez-vous.

Flavia Verri

Le déroulement du sommet

Mardi 1^{er} novembre

15 heures. Manifestation internationale. 18 heures. Prises de parole et Concert: Lo Mago d'en casteu, Rezo.T, En vrac et d'ailleurs, Tournée générale, Mon Vier et HK Et les Saltimbanks. Restauration bio et équitable + buvette.

Mercredi 2 novembre

10 heures-19 heures. Forum des peuples. Conférences-débats, stands, actions de rue... autour de six thèmes:

1. Inégalités, austérité: y'en a marre!

2. La vie, pas la Bourse

3. Changer le système, pas la planète

4. Ne jouez pas avec notre nourriture

5. Indignés, révoltés, solidarité

6. Ils sont 20, nous sommes des milliards

20 heures. Meeting unitaire.

Jeudi 3 novembre

10 heures. Action unitaire contre les paradis fiscaux à la frontière de Monaco, RV à Cap d'Ail, place de la Libération. Après-midi. Forum des Peuples (14 et 17 heures) 20 heures. Banquet des Alternatives.

Pour toute information sur la campagne, le programme complet du sommet des peuples, les moyens de transports organisés pour s'y rendre, le logement sur place: www.mobilisationsG8G20.org
Concernant le bus Paris-Nice:
- 65 euros A/R
- 40 euros A/R précaires/chômeurs/jeunes
- départ lundi 31 octobre au soir (à Denfert), arrivée à Nice le 1^{er} novembre en début d'après-midi, départ de Nice en fin de soirée (après le concert), retour à Paris le 2 novembre en fin de matinée
- chèques à l'ordre de l'APEIJ
Pour récupérer des places et des infos, il faut envoyer un mail à: busparis.antig20@gmail.com

Projet d'aéroport de Notre-Dame-Des-Landes La lutte continue!

Les opposants à la construction d'un nouvel aéroport à côté de Nantes restent mobilisés. Après le rassemblement du mois de juillet, une tracto-vélo est prévue à travers plusieurs départements le 12 novembre.

Pour maintenir la pression sur les décideurs nationaux et démontrer une fois encore l'ineptie du projet de construction d'un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes, la coordination des opposants organise une tracto-vélo¹ de Notre-Dame-des-Landes à Paris du 6 au 12 novembre 2011. Elle traversera le Maine-et-Loire, la Mayenne, la Sarthe, l'Orne, l'Eure-et-Loir, les Yvelines et l'Essonne. L'arrivée à Paris, le 12 novembre, donnera lieu à un grand rassemblement place du Sénat.

Une opposition d'ampleur nationale

Les 8, 9 et 10 juillet derniers, le rassemblement des opposants au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes attirait près de 15000 personnes, plaçant sous les projecteurs des médias nationaux les enjeux du projet de nouvel aéroport au nord de Nantes². Ce rassemblement a ainsi confirmé l'opposition grandissante à ce projet dont l'abandon devient un enjeu national.

Ce projet est emblématique d'un modèle de société que nous combattons.

Alors qu'il est urgent de développer des ceintures vivrières avec une agriculture de proximité et de qualité, il menace de destruction 2000 hectares de terres agricoles bocagères, le bassin laitier le plus important de Loire-Atlantique et les centaines d'emplois qui y sont liés.

Au moment où PS et UMP rabâchent que les peuples doivent se serrer la ceinture face à la crise, ce nouvel aéroport engloutirait au minimum 260 millions d'euros publics au détriment d'autres projets socialement nécessaires. L'argument du développement économique brandi par ses promoteurs ne tient pas: les emplois dans les autres aéroports de l'Ouest pourraient être menacés, des entreprises ferment déjà dans la zone industrielle de l'actuel aéroport.

Dans un contexte de raréfaction des ressources énergétiques, ce projet valide la logique irresponsable du développement du transport aérien, à l'opposé des mesures à prendre pour lutter contre le réchauffement climatique dont les dégâts sont déjà présents.

Un débat démocratique muselé

Ce projet est représentatif de l'absence de débat démocratique. Les institutions locales qui

le portent (conseils général et régional et Nantes Métropole) sont toutes aux mains du Parti socialiste qui pratique un double discours au niveau national et local. Des éluEs, opposantEs, F. Verchère (vice-présidente du conseil général) et J.J. Kogan (vice-président de la CCEG et ex-membre du Comité mixte d'études du projet d'aéroport de NDL), ont été littéralement évincés de leurs instances respectives sous la pression du PS. Le sujet de Notre-Dame-des-Landes est tabou à l'intérieur même du PS, où le débat est muselé. À Nantes comme ailleurs, UMP et PS travaillent «main dans la main» dans la même logique ultra-libérale, dans la fuite en avant vers un «développement» destructeur.

Violences policières

Après le succès des trois jours de résistance, pendant l'été, la pression policière est montée d'un cran. Le 27 juillet, lors d'une manifestation pacifique et bon enfant dans l'aéroport de Nantes Atlantique, une manifestante, occupante de la ZAD³, a été grièvement blessée par des CRS qui l'ont piétinée. Début septembre au square Mercœur, à Nantes, lors d'une action d'occupation d'arbres, des militantEs ont été blessés, y compris à terre, au milieu d'un déploiement policier totalement disproportionné. Des tirs de Taser ont visé des manifestantEs encore dans les arbres. Cette répression n'entame pas la volonté de poursuivre la lutte contre les expulsions et les destructions. La destruction d'un champ par des sondages archéologiques a été empêchée le 11 octobre par des paysans qui en avaient bloqué l'accès avec leurs tracteurs.

Un projet qui n'a rien d'inéluctable

Le projet d'aéroport n'est pas prêt d'aboutir. La publication prochaine du résultat d'une étude économique indépendante risque de secouer bien des certitudes. De nombreuses études prévues dans le dossier de l'enquête



publique restent à mener sur le barreau routier et dans la zone d'emprise de l'aéroport (fouilles archéologiques, études environnementales, études concernant l'eau et les milieux aquatiques...). Aucun des travaux liés à la construction du projet ne peut être entrepris avant la réalisation de ces études. Refusant de vendre à l'amiable leurs biens et leur terre à Aéroport du Grand-Ouest (AGO, dont Vinci est l'acteur principal), la plupart des propriétaires et des exploitantEs mènent une résistance exemplaire, et cela malgré la pression quotidienne qu'ils subissent (appels téléphoniques quotidiens...).

Convergence des luttes!

Nous pouvons gagner à Notre-Dame-des-Landes. Soyons nombreux à accompagner l'entrée dans Paris de la tracto-vélo, le 12 novembre dès 10h30 porte d'Orléans! Le même jour, d'autres luttes s'exprimeront en soutien à l'opposition au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Ce qui se joue en Loire-Atlantique se joue également dans d'autres endroits avec d'autres projets tout aussi inutiles et nuisibles. C'est la convergence de ces luttes qui nous permettra de gagner à Notre-Dame-des-Landes et ailleurs, pour un autre choix de société.

Commission écologie NPA 44

1. Plus d'infos: <http://tractovelo-ndl-2011.blogspot.com/>
2. <http://ete-2011-resistance-ndl.blogspot.com/>
3. La ZAD ou Zone à défendre est la zone d'emprise de l'aéroport où de nombreuses personnes se sont installées dans les maisons ou sur des terrains appartenant au conseil général et laissés à l'abandon.

POUTOU 2012

500 signatures pour une campagne anticapitaliste !

Les primaires du PS, la « Socialiste Academy », se terminent enfin avec la désignation de François Hollande. Nul doute qu'avec un candidat qui lors du dernier débat télévisé a défendu un programme de « rigueur » et s'est prononcé pour « le libre marché », il est nécessaire que d'autres voix s'expriment dans cette campagne.

Les socialistes, Europe Écologie et le Front de Gauche se vantent d'avoir partagé de grands moments démocratiques lors de la désignation de leur candidat, mais la démocratie n'est pas au rendez-vous pour la candidature du NPA, qui doit passer la difficile épreuve du dépôt de plus de 500 parrainages le vendredi 16 mars 2012 pour pouvoir porter notre programme anticapitaliste.

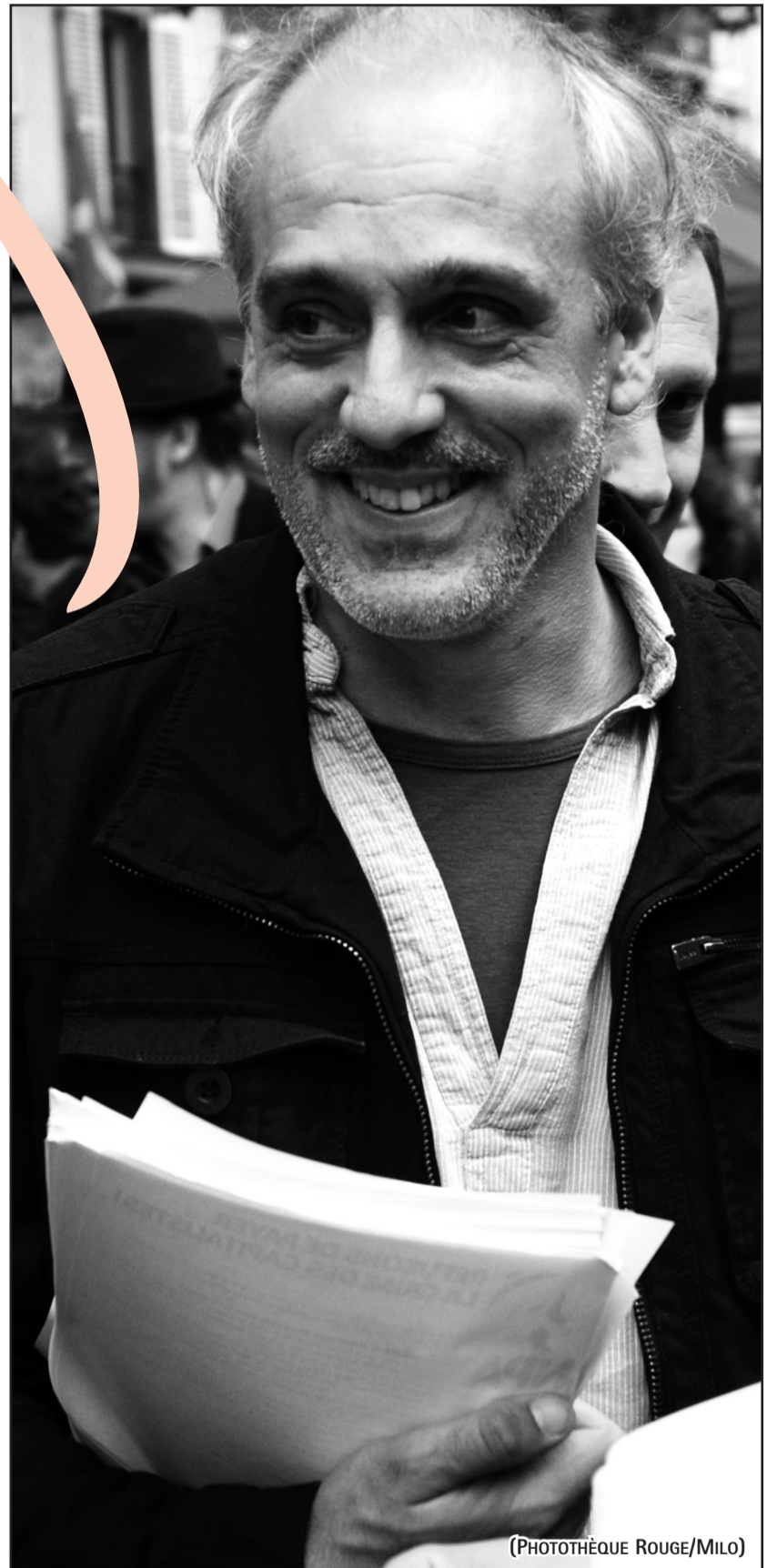
Pour cela, nous parcourons depuis plus de trois mois les routes de France à la recherche de ces fameux parrainages que nous appelons le plus souvent « les signatures ».

Nous nous tournons vers les maires des petites communes, moins souvent étiquetés politiquement. Pour cela, nous avons déjà parcouru plusieurs milliers de kilomètres.

Les vacances de la Toussaint comme les week-end vont être l'occasion d'une grande mobilisation pour toutes celles et tous ceux qui veulent que le NPA fasse porter sa voix dans ces élections. Nous avons des choses à dire, des idées à soumettre au débat.

Alors nous vous invitons toutes et tous à vous joindre à nous pour parvenir à atteindre la barrière antidémocratique des 500 signatures dès maintenant et à la Toussaint.

Contactez-nous à : signatures.npa@gmail.com



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)



TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 6 500 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®